

# Comment l'égalité de genre dans l'éducation est-elle incluse dans la planification sectorielle de l'éducation

Une analyse du pouvoir, de la voix et du changement social au Niger

**Rapport Pays du Niger**

## Annexe C.6 Rapport Pays du Niger :

Mott MacDonald Limited trading as Cambridge Education. Registered in England and Wales no. 1243967. Registered office: Mott MacDonald House, 8-10 Sydenham Road, Croydon CR0 2EE, United Kingdom

Cambridge Education  
22 Station Road  
Cambridge CB1 2JD  
United Kingdom  
T +44 (0)1223 463500  
camb-ed.com

United Nations Girls' Education Initiative  
3 United Nations Plaza,  
New York, NY 10017  
USA  
Ungei.org

Information class: Standard

This document is issued for the party which commissioned it and for specific purposes connected with the above-captioned project only. It should not be relied upon by any other party or used for any other purpose.

We accept no responsibility for the consequences of this document being relied upon by any other party, or being used for any other purpose, or containing any error or omission which is due to an error or omission in data supplied to us by other parties.

This document contains confidential information and proprietary intellectual property. It should not be shown to other parties without consent from us and from the party which commissioned it.

## Table des matières

Liste des acronymes.....	4
Contexte et vue d'ensemble du processus de planification.....	5
Résultats thématiques.....	6
Économie politique.....	6
Volonté politique.....	6
Responsabilisation.....	6
Relations.....	7
Pouvoir et prise de décision.....	7
Réseaux et coalitions.....	7
Voix.....	8
Expertise de genre.....	8
Voix des jeunes et des communautés.....	9
Société.....	9
Normes sociales.....	9
Résistance.....	10
Analyse SWOT.....	10
3.1 Forces.....	10
3.2 Faiblesses.....	10
3.3 Opportunités.....	11
3.4 Menaces.....	11
Analyse des parties prenantes.....	12
Matrice des parties prenantes.....	12
Liste des informateurs clés :.....	12
Liste des documents passés en revue.....	13

## Liste des acronymes

<b>ASE</b>	Analyse sectorielle de l'éducation
<b>CAMOS</b>	Cellule d'appui à la mise en œuvre et au suivi de PSEF
<b>EH</b>	Enfants handicapés
<b>GLE</b>	Groupe local d'éducation
<b>ONG</b>	Organisation non gouvernementale
<b>ONGI</b>	Organisation non gouvernementale internationale
<b>OSC</b>	Organisation de la société civile
<b>PSE</b>	Plan sectoriel d'éducation
<b>PTSEF</b>	Plan de transition du secteur de l'éducation et de la formation
<b>SNAEFF</b>	Stratégie nationale pour l'accélération de l'éducation des filles et des femmes
<b>PTF</b>	Partenaire technique et financier
<b>UNICEF</b>	Fonds des Nations Unies pour l'enfance

## Contexte et vue d'ensemble du processus de planification

Malgré les progrès considérables accomplis au cours des deux décennies écoulées pour satisfaire les engagements mondiaux en vue d'atteindre la parité entre les genres, de nombreux défis subsistent. Les filles d'Afrique subsaharienne restent les plus éloignées de l'égalité en matière d'accès et de réussite scolaire, les facteurs comme la pauvreté et le lieu de résidence aggravant les normes discriminatoires de genre pour exclure les filles de l'éducation (UNESCO, 2022b). Par le biais de l'[Initiative « Priorité à l'égalité » \(Gender at the Centre Initiative \(GCI\)\)](#), un programme qui encourage les ministères de l'Éducation à inscrire l'égalité de genre au cœur de systèmes éducatifs, une étude a été commanditée pour examiner comment l'égalité de genre est intégrée dans la planification du secteur éducatif de 8 pays d'Afrique subsaharienne (Tchad, Mali, Burkina Faso, Mauritanie, Mozambique, Nigeria, Niger et Sierra Leone). Le rapport de synthèse identifie les exemples de bonnes pratiques, les opportunités et les menaces pour promouvoir des systèmes éducatifs transformateurs de genre (sexotransformateur). Le présent rapport national présente les conclusions de l'analyse du Niger.

Le processus de Planification Sectorielle de l'Éducation (PSE) a été dirigé par la Cellule d'Appui à la Mise en Ouvre et au Suivi de PSEF (CAMOS) du Niger, avec l'appui d'un consultant international et des représentant(e)s des 6 ministères chargés de la prestation de l'éducation.

Il a commencé par l'Analyse Sectorielle de l'Éducation (ASE) en 2018 et l'évaluation ultérieure du précédent PSE en 2019. Ces deux documents ont mis en évidence des incohérences importantes dans les données des statistiques nationales de l'éducation, ce qui a donné une impulsion pour l'élaboration d'un plan de transition : le Plan de Transition du Secteur de l'Éducation et de la Formation (PTSEF) / Plan Sectoriel d'Éducation (PSE) 2019-21. Le PSE fournit une planification triennale de l'éducation et l'examen des principaux goulets d'étranglement présents dans le PSE 2014-2024. Citons notamment : (i) la disponibilité de l'infrastructure scolaire pour résoudre les questions relatives à l'accès à la scolarité et le temps réservé à l'apprentissage dans les abris temporaires ; (ii) la formation actuelle des enseignants ; (iii) la disponibilité des données ; (v) la progression des années d'étude des élèves, surtout en augmentant l'accès au secondaire et en améliorant l'orientation des élèves. Parmi ces questions, seules la première et la dernière ont un impact sur l'éducation des filles.

L'élaboration du PTSEF / PSE se déroule au même moment que l'élaboration de la Stratégie Nationale pour l'Accélération de l'Éducation des Filles et des Femmes (SNAEFF) qui a été validée en 2020. Le PTSEF se réfère par conséquent à la SNAEFF, demandant sa mise en œuvre.

L'évaluation du PTSEF s'est achevée en octobre 2019. Selon l'évaluation, l'équité est diluée au sein des trois axes du plan (accès, qualité, gouvernance), malgré l'inclusion dans l'accès de certaines stratégies liées à la réduction des disparités.

L'analyse suivante est axée sur le PSE 2019-21 / Processus de planification du PTSEF au Niger. Elle repose sur 13 entretiens menés avec les parties prenantes du ministère, des organisations de la société civile (OSC), des bailleurs de fonds, des partenaires techniques et les consultants directement impliqués dans le processus.

## Résultats thématiques

### Économie politique

#### Volonté politique

Il existe une volonté politique d'aborder les questions liées au genre, car les hauts dirigeants comprennent que si ces questions ne sont pas résolues, la situation sociale et économique du Niger ne s'améliorera pas en raison de la très forte croissance démographique du pays. Faire avancer l'éducation des filles est considérée par conséquent comme l'une des principales solutions pour limiter la croissance démographique qui est un enjeu majeur pour le budget gouvernement. Les discussions sur les actions en faveur du genre en vue de soutenir l'éducation des filles sont intenses avec le lancement de l'initiative présidentielle sur l'internat des jeunes filles pour les élèves du secondaire.

Le PSE 2014-2024 avait prévu de réaliser une étude pour mieux comprendre les obstacles à la scolarisation des filles et d'élaborer une stratégie de genre. Ceci a été mené à bien avec succès. Le PTSEF porte sur la mise en œuvre de cette stratégie. Il aborde deux préoccupations essentielles : (i) la qualité des statistiques de l'éducation du pays, et (ii) les problèmes urgents du secteur éducatif liés à l'accès.

Le manque de ressources est aussi un facteur commun cité par la majorité des répondants pour expliquer la lenteur de la mise en œuvre des efforts en vue de l'intégration de la planification du genre. En outre, la planification du ministère n'est pas bien reliée à la planification du budget. Cela représente un défi d'acheminer l'argent vers le PTSEF et la SNAEFF.

#### Responsabilisation :

Chaque année, un examen de l'exécution du plan par les ministères et le Groupe Local d'Éducation (GLE) a lieu. C'est une occasion de suivre la mise en œuvre du PTSEF et de formuler des recommandations. La non-exécution de la SNAEFF a été discutée durant l'examen du (PSE/PTSEF). Cependant, compte tenu de la structure actuelle du GLE, aucun expert de genre et aucune personne impliquée dans la SNAEFF ne fait partie du GLE ou de ses sous-groupes techniques en qualité de membre permanent. Il est rare de se plonger de manière approfondie dans les

questions de genre lors de la réunion du GLE et il n'est pas fait souvent appel à une expertise technique spécifique comme contribution.

Un responsable de la CAMOS a dit que le PTSEF recommande qu'environ 8 % du budget national de fonctionnement du ministère soit affecté à la mise en œuvre de la SNAEFF. Pourtant, ce niveau de budget n'a jamais été affecté. Ceci est également le cas pour les autres stratégies qui n'ont pas reçu le budget affecté prévu.

## Relations

### Pouvoir et prise de décision

Ensemble, le consultant international, les experts de la CAMOS et les représentants des ministères ont été chargés de la rédaction du document. Des consultations multipartites, menées avec les partenaires techniques et les partenaires financiers, les ONGI, les représentants des OSC et les experts des ministères se sont déroulées durant le processus de rédaction pour obtenir des intrants. Des ateliers de présentation ont aussi été organisés à la fin du processus dans la capitale et dans toutes les régions pour obtenir les commentaires d'un large éventail de parties prenantes (syndicats, parents, chefs religieux, instances décentralisées, ONG, etc.).

Pour comprendre la prise en compte des recommandations émanant des consultations, les représentants des OSC et des ONGI ont examiné le document définitif et ont été satisfaits de la prise en compte du genre du point de vue de l'accès à la scolarisation.

La direction du processus de planification a aussi été masculine, avec un nombre important d'hommes (12 sur 13) dans l'équipe d'écriture. Considérant ceci, on peut aussi en déduire que la majorité des membres du personnel des ministères consultés était des hommes, car la loi prévoyant un quota de 25 % de femmes aux postes de responsabilité dans les ministères n'est pas respectée.

### Réseaux et coalitions

Les Partenaires Techniques et Financiers (PTF) influencent le gouvernement par le biais de leur financement, de leur intérêt et leur engagement pour la dimension genre, et de leurs conseils pour l'intégrer dans le plan. Ils ont eu la possibilité d'examiner le projet du PTSEF et leurs commentaires ont été généralement intégrés. Ils, en particulier le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), n'ont pas insisté pour que les dimensions genre soient intégrées. Le chef du GLE a eu également la possibilité de discuter le plan avec le Premier ministre.

« Le PTSEF est conçu pour obtenir un financement. Par conséquent, si les bailleurs de fonds disent qu'un thème doit apparaître dans le plan, vous devez l'intégrer » — Représentant(e) de la CAMOS, Niger.

Un autre moyen d'influence cité implique de parler d'une seule voix. Ceci inclut de faire participer les organisations travaillant en amont pour discuter les questions et de décider quelles sont les questions à soumettre au ministère. Le lobbying existe aussi sur des thèmes spécifiques comme les Enfants Handicapés (EH), ce qui a abouti à l'inclusion de quelques phrases dans le PTSEF.

## Voix

### Expertise de genre

Le personnel de la CAMOS se compose d'experts en planification, en statistique, en suivi et en évaluation. Les entretiens ont permis d'observer qu'au moins deux membres avaient une expertise dans le domaine du genre. L'expertise supplémentaire de genre se trouve au sein des ministères (Directeurs de l'éducation des filles), l'UNICEF et les OSC nationales. Toutes les parties prenantes ont été impliquées durant la consultation plus vaste en vue de la rédaction du document.

Une consultation durant le processus de rédaction a eu lieu avec des représentants des cellules de genre, mais la qualité de l'intrant était faible, ce qui montre que les personnes nommées pour exercer les fonctions de genre ne possèdent pas toujours l'expertise nécessaire et/ou n'ont pas reçu le renforcement des capacités indispensable. En revanche, les autres membres du personnel des ministères consultés durant le processus de rédaction avaient l'expérience du genre.

Pour l'élaboration du PTSEF, aucun expert de genre n'a été recruté. Un membre de la CAMOS a aussi confirmé cette déclaration : « *Ils pensaient que tout avait été discuté durant l'élaboration de la SNAEFF* » pour laquelle un expert de genre international avait été recruté.

Les conclusions des entretiens indiquent des échanges limités entre les personnes qui élaboraient la SNAEFF et celles qui élaboraient le PTSEF.

L'intrant de genre des discussions sur la SNAEFF au PTSEF est aussi limité. Il est toutefois important de noter que les experts de la CAMOS ont participé à la SNAEFF et se sont assurés que la stratégie était représentée dans le PTSEF. Mais les principales personnes-ressources impliquées dans l'élaboration de la SNAEFF n'ont pas été consultées pour l'élaboration du PTSEF. En conséquence, le consultant international travaillant sur le plan n'a pas été en mesure d'obtenir de



bons intrants sur le genre pour alimenter le PTSEF, alors qu'un groupe entier de parties prenantes travaillait sur la SNAEFF.

« Le lien entre notre sous-comité sur la qualité et le comité de la SNAEFF n'a pas été fort. Le groupe de la SNAEFF était un peu à part et le contact n'était pas aussi fort qu'avec les autres groupes » — Représentant(e) du comité technique, Niger.

## Voix des jeunes et des communautés

Des processus consultatifs importants se sont tenus à l'échelle régionale avec un large éventail de parties prenantes incluant le gouvernement local, les parents par le biais du comité de gestion scolaire, les chefs religieux et les OSC, etc. pour étudier le PTSEF et proposer des amendements. Toutefois, les jeunes n'ont pas été consultés. Quand les parties prenantes à l'échelle régionale demandaient des modifications, le personnel du ministère et celui des ONG dirigeant le processus consultatif transmettaient leur demande à la CAMOS pour un amendement. La CAMOS n'a pas apporté de réponse ou bien elle n'a pas pris leur demande en compte. Les parties prenantes impliquées dans ce processus consultatif n'ont rapporté aucune demande de modification sur le genre à cet échelon. Trois OSC représentant la coalition des organisations de femmes ont été consultées durant le processus de planification. Elles ont eu la possibilité de communiquer leurs points de vue sur les questions de genre.

## Société

### Normes sociales

Concernant les normes sociales, les chefs communautaires et religieux ont une forte influence. Les campagnes de sensibilisation impliquant des théologiens issus des principales universités religieuses qui connaissent le contenu du Coran en relation avec l'éducation des filles ont apporté un changement positif ces dernières années. Mais dans certains cas, il y a un manque de compréhension sur l'importance de l'éducation des filles.

Les personnes interrogées ont souligné que si les chefs religieux sont contre la loi ou la politique améliorant les normes de genre, ils ont le pouvoir de mobiliser la communauté. Comme la majorité des personnes sont analphabètes, et il y a une forte adhésion aux paroles des chefs religieux. Curieusement, ce n'est pas l'accès des filles à l'éducation que les chefs religieux aujourd'hui présentent comme une menace, mais l'autonomisation des filles. Le plaidoyer sur les domaines introduisant l'éducation à la santé procréative, le report de l'âge du mariage, entre

autres, reste donc plus problématique. Ce sont aussi des domaines sensibles pour de nombreux parents et communautés au Niger.

Avant le début du processus de planification du PTSEF, un décret fixant l'âge du mariage à 16 ans et autorisant les femmes mariées à continuer à aller à l'école a été adopté. Cependant, si les mesures pour soutenir sa mise en œuvre ont été discutées, rien de concret n'a été écrit dans le plan.

Le débat sur les normes sociales a été limité au sein de l'élaboration du PTSEF, car les priorités étaient ailleurs. Les demandes des experts de genre étaient principalement de s'assurer que la SNAEFF faisait partie du PTSEF comme document de référence afin d'appuyer son financement et sa mise en œuvre. Leurs demandes ont été acceptées.

## Résistance

Les questions liées au genre se sont cantonnées à la question ayant trait à l'accès à la scolarité. Les personnes interrogées ont souligné une résistance à étudier plus largement les questions liées au genre, principalement en raison d'un manque de capacité et de la crainte des réactions des communautés et des chefs religieux.

On observe aussi que les normes culturelles et sociales sont aussi une résistance au changement. Les dirigeants des ministères peuvent analyser le contexte de l'éducation à partir de la perspective de genre et élaborer des stratégies pour réduire les écarts, mais culturellement ils peuvent se sentir proches du statu quo sur les normes sociales.

## Analyse SWOT

### 3.1 Forces

Les ministères reconnaissent l'inégalité entre les filles et les garçons dans l'éducation, la présence d'experts de genre et conviennent de l'influence et des efforts des ONG pour promouvoir le genre et permettre que des mesures soient prises pour faire avancer la scolarisation des filles.

L'inclusion de la diversité des voix dans le processus de consultation est également importante pour créer une mobilisation en faveur de l'éducation.

### 3.2 Faiblesses

Le secteur fait face à de nombreuses difficultés qui ont conduit les partenaires techniques à exiger l'élaboration du PTSEF occulté sur les questions de genre dans l'éducation.

Les termes de référence du PTSEF étaient très précis sur les problèmes à résoudre dans le secteur éducatif et le genre n'était pas la principale préoccupation, même si les décisions sur la progression des années d'étude ou l'accès en général visaient à améliorer la scolarité des filles.

Le PTSEF a été élaboré au moment où la réflexion sur les questions de genre avait lieu en vue de l'élaboration de la SNAEFF. Malheureusement, le lien entre les deux processus a été limité et les principaux experts de genre impliqués dans la SNAEFF n'ont pas été pleinement consultés pour le PTSEF. En même temps, les intrants substantiels sur le genre, surtout les stratégies qui fonctionnent, étaient difficiles pour alimenter le PTSEF.

La nomination à un poste relève de la responsabilité au sein du ministère, et ne repose pas sur les compétences, mais sur des raisons politiques. Les postes à responsabilité sont distribués proportionnellement aux partis qui ont soutenu le parti du Président. Le parti désignera des membres fidèles au parti, et non la personne qui remplit les conditions requises par les postes. En conséquence, l'assiduité est faible et le roulement élevé. La décision récente de limiter les nominations politiques dans les ministères de l'Éducation a été prise.

### 3.3 Opportunités

Il y a de la marge pour la discussion et la collaboration sur le genre. Le GLE vient juste de mettre en place des groupes stratégiques thématiques, y compris un sur la SNAEFF pour coordonner et faciliter la discussion.

L'examen à mi-parcours prévu dans la SNAEFF est une occasion de générer des informations sur la mise en œuvre de la stratégie, de comprendre les principales leçons apprises, les réussites et les goulets d'étranglement. Ceux-ci devraient aussi alimenter le prochain PSE en mettant en évidence ce qui peut marcher pour qui (car les filles ne sont pas un groupe homogène) et proposer un plan de renforcement des capacités pour travailler sur l'opérationnalisation de ces stratégies.

Le contexte actuel semble propice pour faire avancer le genre dans et à travers l'éducation. Les données de l'éducation se sont aussi améliorées. Les communautés sont plus réceptives à l'éducation des filles et demandent de meilleurs services éducatifs pour accueillir les filles. Les responsables de la planification à l'échelon régional seront formés sur la planification de genre de l'éducation. La décentralisation du processus de planification à l'échelon du bureau du comté peut aussi appuyer l'amélioration du genre.

L'engagement politique envers l'éducation des filles s'est renforcé récemment avec l'arrivée du nouveau président et le lancement de l'internat des jeunes filles pour l'initiative "école secondaire". Ces évolutions positives peuvent faire avancer considérablement le programme du genre.

### 3.4 Menaces

La SNAEFF, pour laquelle le PTSEF a prévu un financement, n'a pas été mise en œuvre en raison de la non-affectation des fonds, le soutien limité des partenaires techniques, les capacités limitées de mise en œuvre et les difficultés en matière de planification.

Le taux brut de scolarisation diminue actuellement dans toutes les régions du Niger (pas seulement celles qui sont touchés par un conflit). Une étude sur la demande scolaire a révélé le désenchantement des écoles ordinaires en faveur des écoles religieuses.

## Analyse des parties prenantes

### Matrice des parties prenantes

Influence / pouvoir

Élev

<p><b>Observateurs influents :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Consultant de planification ;</li> <li>• CAMOS ;</li> <li>• Comité technique.</li> </ul>	<p><b>Acteurs clés :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Groupe local d'éducation – comporte les bailleurs de fonds et les ONG qui sont très engagées et affectent des fonds ;</li> <li>• UNICEF.</li> </ul>
<p><b>*Chefs religieux :</b> ils ont un grand pouvoir et représentent un obstacle pour faire avancer les normes sociales.</p>	<p><b>Acteurs clés :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• ONGI ;</li> <li>• OSC (spéc. ANED).</li> </ul>

Faible

Élevé

**Engagement pour un changement systémique transformateur de genre**

### Liste des informateurs clés

<b>Ministère</b>	<p><b>Abdelkader Galy</b>, CAMOS/PSEF</p> <p><b>Abdou Moumouni Aboubacar</b>, CAMOS/PSEF</p> <p><b>Abdou Kinassa</b>, CAMOS/PSEF</p> <p><b>Alhousseini Mamane</b>, direction de la formation initiale et continue, ministère de l'Éducation</p> <p><b>Mariama Chipkaou</b>, direction de la scolarisation des filles, ministère de l'Éducation</p>
<b>OSC</b>	<p><b>Aissa Adamou</b>, Plan International</p> <p><b>Bori Assoumane</b>, Plan International</p> <p><b>Fodi Halima</b>, ANED</p> <p><b>Abdou Lokoko</b>, Réseau national des organisations du secteur éducatif</p>
<b>Consultants</b>	<p><b>François Robert</b>, Consultant international</p>
<b>Partenaires techniques</b>	<p><b>Ramatou Madougou</b>, UNICEF</p> <p><b>Julie Maline</b>, AFD</p> <p><b>Charlotte de Grauwe</b>, UE</p>

## Liste des documents passés en revue

1. Dr Alberto Begué Aguado, Évaluation ex-ante du Plan de Transition du Secteur de l'Éducation et de la Formation 2020-22 au Niger, oct. 2019
2. Dr Alberto Begué Aguado, Plan de Transition du Secteur de l'Éducation et de la Formation 2020-22, oct. 2019
3. République du Niger, Stratégie nationale d'accélération de l'éducation et de la formation des filles et des femmes au Niger 2020-2030, fév. 2020
4. République du Niger, Aide-Mémoire de la deuxième revue sectorielle gouvernement – PTF – société civile au titre de l'année 2018, juin 2019